

# La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«*Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée*» V. Hugo.

N° 1063 - mars 2006

## SOMMAIRE :

### • ACTUALITÉ

#### page 2 **Au fil des jours**

JEAN-PIERRE MON essaie de démêler les grandes manœuvres entre sociétés, gouvernements et Commissaire européenne, dans le secteur de l'énergie.

#### page 3 **Le revenu inconditionnel: un pas vers le socialisme ?**

Un universitaire américain, E.O.WRIGHT, a présenté à New York de solides arguments pour défendre le revenu inconditionnel garanti.

### • RÉFLEXIONS

#### page 6 **Repenser la politique des revenus**

GÉRARD-HENRI BRISSÉ insiste sur sa proposition d'une taxation des mouvements de fonds pour financer le budget de l'État et celui des collectivités locales.

#### page 10 **La production de l'avidité**

JEAN GADREY montre comment le capitalisme, depuis Ford, a façonné les comportements pour faire des travailleurs les consommateurs dont il a besoin.

#### page 11 **...et un article paru dans l'Humanité y manifesterait-il enfin une prise de conscience de ce conditionnement à la religion du travail ?**

### • TÉMOIGNAGE

#### page 8 **Les solidarités transnationales**

ROGER WINTERHALTER dévoile les motivations d'un véritable humaniste, laïque et courageux.

#### page 9 **Autres temps, autres mœurs ??**

L'actualité des questions de blasphèmes et de sacrilèges inspire à PAUL VINCENT, un billet, court, mais dont le bon sens ne semble pas contestable.

### • TRIBUNE LIBRE :

#### pages 12-14 **À ceux qui rêvent d'un monde meilleur**

... un lecteur fait deux propositions "d'actions".

#### page 15 **Courrier des lecteurs.**





## ÇA PRESSE !

Au nom de la Très Sainte Concurrence, les autorités européennes ont initié dans les années 1990 l'ouverture du marché de l'énergie qui devra être totale au plus tard le 1er juillet 2007. Un an, c'est peu ! Le temps presse. Neelie Kroes, la commissaire européenne chargée de la concurrence, a donc déclaré<sup>1</sup>, le jeudi 16 février à Bruxelles, qu'elle était prête à multiplier les poursuites contre les opérateurs du secteur de l'énergie qui traînent la patte : «*la Commission va prochainement lancer des investigations anti-trust*». Selon elle, la hausse des tarifs constatée ces derniers mois n'est pas due uniquement à l'envolée des prix du pétrole et du gaz mais aussi «*à des pratiques anti-concurrentielles*».

Parmi les dysfonctionnement relevés, elle note la confiance limitée qu'ont les entreprises et les consommateurs dans le mécanisme de formation des prix sur les marchés de gros, et la concentration des marchés du gaz et de l'électricité dans plusieurs États de l'Union dont «*les gouvernements donnent leur bénédiction à la constitution de champions nationaux*».

Mme Kroes propose donc de modifier la législation européenne pour contrôler ce genre de fusion au niveau européen. EDF, GDF en France, E.ON, RWE en Allemagne, Endesa, Gas natural en Espagne sont particulièrement visés. Deux jours après, la toute française commission de régulation de l'énergie (CRE), en bonne élève libérale, a tout de suite repris le refrain<sup>2</sup> en dénonçant «*les entraves à une véritable libéralisation*» et en annonçant «*qu'elle serait particulièrement vigilante sur la préparation de la libéralisation du marché français où EDF et GDF sont toujours très dominants*». Son président, Jean Syrota, grand commis de l'État, nous "rassure" : «*il n'y a pas de corrélation entre l'ouverture du marché et la hausse des prix de gros de l'électricité*», ce qui l'incite à réitérer son hostilité «*aux tarifs réglementés et à l'intervention de l'État*»<sup>2</sup>. Et de déplorer que «*même les transactions effectuées sur les marchés organisés et les échanges aux frontières échappent à tout contrôle faute d'un décret d'application de la loi sur l'énergie de juillet 2005*».

Malgré tous ces retards, M. Syrota reste optimiste (nous non !!!) car l'ouverture du marché aux clients particuliers devra impérativement se faire au 1er juillet 2007 puisque, «*contrairement à ce que peuvent dire certains hommes politiques, aucune procédure ne permet de retarder cette échéance*».

## LES GRANDES MANŒUVRES

Certains États de l'Union, et non des moindres, veulent mieux maîtriser leurs approvisionnements, et pour cela ils cherchent à renforcer leurs entreprises face à un géant comme le russe Gazprom.

E. ON, premier groupe allemand de l'électricité et du gaz et plus gros européen, voulait acheter 29 milliards d'euros Endesa, premier producteur d'électricité espagnol, déjà soumis à une offre d'achat hostile de Gas Natural, autre entreprise espagnole. Cette acquisition lui aurait permis de devenir le numéro un mondial du secteur.

Le gouvernement socialiste de Zapatero qui souhaite, au contraire, la constitution d'un grand groupe énergétique espagnol capable de concurrencer les autres groupes européens, dont E.ON et EDF, veut favoriser la fusion Endesa-Gas Natural. Mais il se heurte à l'opposition de la droite qui proclame que «*le gouvernement a politisé une opération entrepreneuriale*». En réalité, la droite cherche à mettre en difficulté les milieux d'affaires catalans, et parmi eux la Caixa, premier actionnaire de Gas Natural.

Jusqu'ici la Commission européenne ne songe pas à intervenir : «*il n'est pas certain que nous soyons en mesure de traiter l'affaire*» a déclaré le porte parole de Mme Neelie Kroes.

En attendant, le gouvernement espagnol met en place des garde-fous législatifs pour contrer l'OPA d'E.ON : le ministre de l'industrie annonce une réforme pour freiner la hausse du prix du kilowatt sur le marché de gros. Ce qui permettrait de réduire les perspectives de bénéfices.

L'Italien Enel, qui s'intéresse surtout aux centrales nucléaires d'Electrabel, filiale à 100 % du groupe français Suez d'énergie et d'environnement, se proposait de lancer une OPA hostile sur Suez. Réaction immédiate de Jacques Chirac et de Dominique de Villepin qui ont fait savoir au gouvernement italien qu'ils considéreraient le rachat de Suez par Enel comme une agression contre la France (sic !). Les Français semblent avoir oublié qu'EDF a acheté, il n'y a longtemps, 50 % de l'électricien italien Edison. Ce qui lui a permis de devenir le deuxième opérateur de la Péninsule. Silvio Berlusconi a demandé au gouvernement français de rester neutre dans cette affaire et de faire preuve de réciprocité, d'autant plus que les autorités italiennes ne se sont pas opposées au rachat récent de la BNL par BNP-Paribas.

Peine perdue : samedi 25 février, de Villepin a donné son accord à la fusion du groupe privé Suez et de l'opérateur public Gaz de France, ce qui va faire du nouveau groupe un géant dans le secteur du gaz<sup>3</sup>.

Seule difficulté, le gouvernement va devoir présenter au Parlement un projet de loi pour revoir la loi d'août 2004 qui prévoyait que la part de l'État dans GDF ne pourrait être inférieure à 70%, alors qu'elle serait ramenée à 40 % si la fusion a lieu...

Jean-Pierre Mon.

1. Le Monde,  
18/2/2006

2. Le Monde,  
22/2/2006

3. Le Monde,  
25/2/2006

Nos fidèles lecteurs se souviennent que nous avons contribué, en 1986 à Louvain-la-Neuve, à fonder l'association BIEN, pour un revenu inconditionnel garanti. L'idée s'étant répandue, ce réseau est devenu mondial à Barcelone en 2004, sous le nom de *Basic Income Earth Network*.

En décembre 1999, c'est l'US-BIG, réseau informel pour promouvoir la discussion sur le "Basic Income Guarantee", qui était créé aux États-Unis. Peut-être encore plus qu'ici, de telles propositions y vont évidemment contre vents et marées idéologiques dominants. L'une des interventions qui furent faites à son congrès de New-York, en mars 2005, apporte une réflexion et des arguments qui peuvent servir à ceux qui, en France, osent présenter nos propositions, ou seulement parler d'un revenu garanti "de gauche". Il s'agit de celle de Erik Olin WRIGHT, de l'Université du Wisconsin.

Pour en rapporter ci-dessous l'essentiel, nous en avons traduit de nombreux extraits :

## Le revenu inconditionnel : un pas vers le socialisme ?



Le titre du cinquième congrès de l'US-BIG se traduit par "Le droit à la sécurité économique", et sa présentation débutait sans ambages par : «Plus de 35 millions d'Américains, dont 13 millions d'enfants, vivent dans la pauvreté. De nombreux adultes pauvres sont employés à plein temps ... et plusieurs dizaines de millions savent qu'ils courent le risque permanent, sans qu'aucune sécurité les en protège, de perdre brutalement leur revenu. On prétend souvent que la croissance économique va mettre fin à la pauvreté, mais c'est la pauvreté qui a augmenté dans les statistiques du boom économique des années 1990 et c'est elle qui fut la première à empirer sous la dynastie Bush. Il y a eu une saine croissance économique au cours des soixante années après que Roosevelt ait placé "la liberté par la demande" parmi les quatre critères qui caractérisent une société libre, mais depuis, il y a bien peu de sécurité économique aux États-Unis. Existe-t-il un droit moral à la sécurité économique ? Comment peut-on établir un droit légal à la sécurité économique ? Ce sont ces questions qui vont être discutées à ce congrès».

La plupart des débats sur le revenu de base, estima E.O.Wright en commençant son intervention, posent deux types de problèmes : ses implications normatives dans diverses conceptions de justice sociale et des questions pragmatiques de "durabilité" dans le système économique dominant (taux d'impositions, emploi, marchés, etc.). Ce sont des problèmes importants. On peut cependant les dépasser et se demander comment l'instauration d'un revenu de base peut contribuer à une profonde remise en cause socialiste du capitalisme.

E.O.Wright se montre alors sensible au fait que le mot socialisme peut paraître déplacé dans son pays, où ce concept n'attire ni les intellectuels ni les politiques, et où imaginer qu'il puisse exister une alternative au système capitaliste, que ce soit sous la forme d'économies alternatives, ou de projet politique, semble hors de portée, même par ceux qui partagent encore la critique socialiste traditionnelle du capitalisme.

Cependant, même en l'absence d'un modèle bien défini de structures socialistes, il ne lui paraît pas insensé d'imaginer comment défier le capitalisme. Nous pouvons essayer, dit-il, de définir un ensemble de principes socialistes et de nous en servir pour marquer les étapes du passage du capitalisme au socialisme, même si nous ne savons pas clairement où nous allons. Certes, cela comporte bien des risques, on peut rencontrer des abîmes infranchissables, des obstacles imprévus, qui obligent à modifier la trajectoire. Mais si nous voulons changer cette société dans laquelle nous vivons, il n'y a peut-être pas d'autre moyen que de se donner ainsi la direction où on veut aller, plutôt que de se fixer d'avance le point d'arrivée. Cette façon de concevoir le socialisme rejette la conception dichotomique qui oppose capitalisme et socialisme.

Selon une vieille expression de "droite", poursuit-il, les sociétés capitalistes contiennent dans leurs institutions divers "degrés de socialisme"; et pour ceux qui sont attachés aux valeurs et aspirations émancipatrices socialistes, il vaut mieux vivre dans une société capitaliste comportant des dispositions socialistes plus ou moins étendues, que vivre dans une société capitaliste qui en est dépourvue. Il faut donc estimer l'étroitesse de la marge de manœuvre laissée par le capitalisme pour voir jusqu'à quel point on peut faire progresser les mesures sociales et se demander si, à un certain point, une rupture nette avec les institutions capitalistes sera nécessaire pour continuer à avancer. Et il pose la question : Est-ce qu'une longue succession d'avancées socialistes dans l'espace institutionnel concédé par le capitalisme, peut conduire à une métamorphose du capitalisme lui-même, ou bien est-ce qu'en définitive un tel processus se heurterait à des limites infranchissables ? On ne peut pas répondre à ces questions, mais on peut faire la liste des avancées sociales qui peuvent conduire à un changement progressif du système

- ● ● actuel. Et pour suivre cette démarche de remise en cause du capitalisme, il faut chercher quels sont les "marqueurs" qui diront si nous allons dans le bon sens.

### TROIS "MARQUEURS"

C'est dans cette optique que notre auteur se demande dans quelles conditions l'instauration d'un revenu de base peut y contribuer. Et il passe en revue trois des principes que met en jeu une "boussole" socialiste :

- *Marqueur N°1 : le renforcement du pouvoir du travail par rapport à celui du capital.*

C'est un des thèmes centraux de la pensée socialiste, notamment dans sa version marxiste pour laquelle la classe laborieuse est la classe dominante. Alors que dans le système capitaliste, c'est la classe capitaliste qui est dominante.

Donc les conquêtes sociales qui renforcent le pouvoir du monde du travail dans le capitalisme, peuvent être considérées comme allant dans le sens du socialisme, même si elles ne menacent pas immédiatement la suprématie du capital en tant que tel.

- *Marqueur N°2 : la "démarchandisation" de la force de travail.*

Une des caractéristiques du capitalisme est que les gens qui ne possèdent pas de moyens de production doivent, pour acquérir de quoi vivre, vendre leur force de travail à un employeur sur un "marché du travail". C'est ce qu'on appelle quelquefois la marchandisation du travail (ou plus précisément de la force de travail), puisque la capacité de travail des gens est traitée comme une marchandise. De sorte que si, grâce à certaines mesures sociales, les travailleurs peuvent subvenir à leurs besoins en dehors de ce marché, leur force de travail se trouve "démarchandisée". La marchandisation est donc une variable, et on peut parler de degré de marchandisation et de démarchandisation de la force de travail.

Le socialisme étant défini comme une économie directement orientée vers la satisfaction des besoins, plutôt que vers la maximisation des profits, la démarchandisation de la force de travail peut être considérée comme un pas vers le socialisme.

- *Marqueur N°3 : le renforcement du pouvoir de la société civile dans la détermination des priorités de l'activité économique.* Estimant que ce troisième point est moins familier, et peut-être plus controversé, E.O.Wright ouvre une sorte de parenthèse et prend le temps de bien insister sur les termes qu'il emploie. Il montre qu'il est important de faire la différence entre *étatisme* et *socialisme*, les deux formes d'organisation non capitaliste de la société. Pour préciser que dans ce qu'il appelle *l'étatisme*, les pouvoirs de l'État jouent le rôle principal dans l'orientation du processus de production et dans l'affectation de la plus-value ; alors qu'au contraire, dans le *socialisme*, c'est ce que l'on peut appeler, au sens large, le "pouvoir social" qui joue ce rôle. Il ajoute que les exemples les plus clairs d'*étatisme* sont les systèmes bureaucratiques hautement centralisés mis en place par exemple en Union soviétique, c'est donc ce que nous désignons souvent par *capitalisme d'État*. Il insiste, et il faut faire comme

lui, sur le fait que le concept de *socialisme*, moins bien défini que celui d'*étatisme*, est souvent utilisé, donc confondu à tort avec *étatisme*, ou capitalisme d'État.

Et il insiste, en précisant que le concept d'un socialisme enraciné dans le pouvoir *social*, (peut-être faut-il traduire par "civil" ou "citoyen" ?) fait intervenir deux notions fondamentales :

—La première est que c'est ce pouvoir social qui détermine l'utilisation de la plus-value. Ce qui signifie que les priorités d'investissement au niveau macro-économique sont établies, dans le socialisme, après d'intenses délibérations publiques dans le cadre d'une *démocratie* participative. Alors qu'elles le sont par un pouvoir économique *privé* dans l'économie de marché capitaliste, et par un ordre *autoritaire* et bureaucratique dans l'*étatisme* ou capitalisme d'État à la stalinienne.

—La seconde est que dans la société socialiste, au niveau micro-économique, les collectivités locales, les associations, etc. s'engagent directement dans l'activité économique pour assurer la satisfaction des besoins. Ce ne sont ni les marchés ni des bureaucraties étatiques qui organisent la production orientée vers les besoins, mais une auto-organisation des acteurs de la collectivité. C'est ce qu'on appelle parfois, dit-il, "l'économie sociale", celle qui inclut des services tels que la garde d'enfants, l'aide aux personnes âgées, les soins à domicile, les loisirs et une vaste gamme d'activités culturelles et artistiques. Il souligne que cette économie sociale est bâtie autour de la production publique de ces services par des associations ou des collectivités, et non pas par l'État ou par le marché. Le socialisme combine ainsi la délibération collective sur l'affectation des gros investissements et l'auto-gestion de l'activité économique.

Et il ferme la parenthèse pour conclure : oui, comme le renforcement du pouvoir du travail sur celui du capital, comme la "démarchandisation" de la force de travail, le renforcement du pouvoir du social sur l'activité économique est une variable, et oui, on peut dire qu'on avance vers le socialisme quand ce pouvoir s'accroît.

### REVENU DE BASE ET SOCIALISME

Adoptant ces trois marqueurs du passage vers le socialisme, il s'agit de voir comment des propositions de réformes institutionnelles en régime capitaliste peuvent contribuer à renforcer l'un ou l'autre.

Qu'en est-il du revenu de base inconditionnel (RBI), sachant qu'évidemment, son efficacité dépend de son montant et de sa pérennité au point de vue économique ? Pour E.O.Wright, le RBI peut être regardé comme une réforme socialiste selon les trois critères à la fois, mais à deux conditions. La première est qu'il soit d'un montant suffisant pour permettre à chacun de vivre convenablement et non dans la précarité, donc assez élevé pour qu'on puisse se retirer du marché du travail si on le souhaite. La deuxième est que son montant ne soit démotivant ni pour les travailleurs ni pour les investisseurs, ce qui rendrait l'allocation insoutenable dans la durée.

Ces conditions étant supposées remplies, il confronte le RBI à ses trois marqueurs :

• *Marqueur N°1.* Un revenu de base généreux peut contribuer à long terme à renforcer le pouvoir du travail par rapport au capital pour trois raisons. D'abord, du fait que le nombre d'emplois devient, dans l'économie actuelle, de plus en plus restreint, un revenu de base conférerait à l'individu-travailleur un plus grand pouvoir de négociation et la classe ouvrière dans son ensemble, une meilleure position pour négocier collectivement. De plus, le RBI permettrait un recours inconditionnel à la grève. Et même si à côté du RBI, il n'y avait pas de lois garantissant le fonctionnement des organisations syndicales, l'existence de ce revenu permettrait d'accroître la capacité des travailleurs à se battre syndicalement. On s'étonne donc qu'en de nombreux pays, des militants syndicaux se soient opposés à l'instauration d'un revenu de base, quelquefois avec les mêmes arguments qu'ils ont utilisés contre les prestations sociales : «*c'est un dispositif qui oblige ceux qui travaillent dur à entretenir des fainéants*». La raison est à chercher dans la peur que s'ils disposent d'un revenu de base, les travailleurs n'aient plus besoin de syndicats. Cela ne pourrait constituer un vrai problème que si le seul rôle des syndicats était de garantir un niveau de vie minimal. Mais les syndicats sont aussi concernés par l'organisation du travail, les conditions de travail, la sécurité, la résolution équitable des conflits... Dans ces conditions, l'existence d'un RBI ne devrait donc pas affaiblir leur rôle, mais leur conférer une plus grande capacité de lutte.

*Marqueur N°2.* La démarchandisation, même partielle, du travail constituerait l'effet le plus visible du RBI, «*une vraie liberté pour tous*», comme le proclame Ph. Van Parijs. En effet, s'il existait un revenu de base garanti dans le temps et assurant un niveau de vie culturellement acceptable, ceux qui le souhaiteraient pourraient exercer une activité (par exemple sociale ou culturelle, ce qu'il évoque ensuite), sans être obligés d'aller chercher sur le marché du travail les moyens de subvenir à leurs besoins fondamentaux.

*Marqueur N°3.* À première vue, le RBI semble ne pas avoir grand'chose à faire avec le principe socialiste d'accroissement du pouvoir social sur l'activité économique, puisque c'est un transfert individuel n'imposant aucune contrainte sur son utilisation. Mais le RBI a des implications bien plus importantes parce qu'il peut avoir un effet social en modifiant en faveur des travailleurs le rapport capital/travail.

Il peut aussi créer des conditions plus favorables au développement de l'économie sociale. Celle-ci constitue en effet une organisation alternative de l'activité économique, distincte à la fois des modes de production du marché capitaliste et de l'étatisme. C'est une production organisée directement par les collectivités pour assurer la satisfaction des besoins, sans s'occuper de la maximisation du profit ou de la rationalité technocratique de l'État.

Qui plus est, ce secteur dispense des services dont un grand nombre sont très créateurs d'emplois, qui doi-

vent être convenablement rémunérés. C'est un problème que l'on rencontre fréquemment dans le domaine de la culture. L'instauration d'un RBI répondant aux critères précisés plus haut est la solution à ces questions de rémunération. Il serait un transfert massif de la plus-value du secteur marchand capitaliste vers l'économie sociale, un transfert de l'accumulation du capital vers ce qu'on pourrait appeler l'accumulation sociale – l'accumulation de la capacité d'une société à s'auto-organiser pour orienter son activité vers la satisfaction de ses besoins.

#### EN RÉSUMÉ

À lui seul, le RBI ne contribue qu'à résoudre un des problèmes rencontrés par une économie sociale renforcée - la rupture du lien entre l'obtention d'un revenu assurant un niveau de vie décent et la participation au marché du travail capitaliste. Il ne finance ni les infrastructures, ni les investissements non marchands de l'économie sociale. Tel quel, le renforcement de la production de l'économie sociale par le RBI doit vraisemblablement être limité aux services utilisant beaucoup de main-d'œuvre.

Enfin le RBI favorise indiscutablement l'engagement des gens dans les activités politiques, dans la gestion des collectivités, dans les activités sociales, et qui dépendent avant tout du temps et de l'énergie qu'on peut y consacrer.

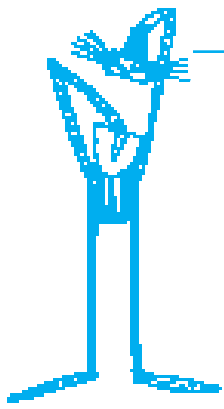
Réciproquement, cette implication générale dans la vie de la cité peut accroître le champ des réformes allant vers le socialisme.

#### EN CONCLUSION

E.O.Wright reconnaît que tout ce qui précède peut ressembler à des vœux pieux, car le socialisme dans tous les sens de ce terme paraît bien loin d'être mis à l'ordre du jour de la politique américaine aujourd'hui. Il ajoute même que si l'on a raison de penser qu'un RBI généreux contribuerait de manière significative à revitaliser le challenge socialiste au capitalisme en démarchandisant le travail, en donnant plus de pouvoir à la classe ouvrière et en élargissant l'économie sociale non marchande, le RBI est encore plus éloigné de l'ordre du jour de la politique des États-Unis !

Mais notre universitaire garde espoir parce que, dit-il «*Nous ne vivons pas toujours dans l'ombre de l'aile droite du capitalisme triomphant. Il y aura à nouveau, même en Amérique, des périodes de politique progressiste, égalitariste*». Il estime donc que le RBI devra alors constituer une des priorités de l'ordre du jour, pas simplement parce qu'il constitue un pas vers une plus grande justice sociale, mais surtout parce qu'il contribue à une plus grande transformation du capitalisme lui-même.

Ajoutons qu'il est permis d'espérer que d'autres pays sauront se montrer plus conscients que les États-Unis des dangers que le capitalisme représente pour les populations déshéritées, comme pour l'environnement, la diversité culturelle et tant d'autres domaines...



# Repenser la politique des revenus

par Gérard-Henri Brissé

Partout où on met les pieds dans ce régime moribond, on risque de tomber dans un trou. Trou de la Sécurité sociale, des régimes de retraite, des Caisses de chômage, de la Recherche, de la Culture, de la Santé, voire même, quoiqu'on en dise ou qu'on veuille nous faire croire, du Budget national... et d'autres encore, des petits et des grands trous. Naguère, on évoquait le trou des abattoirs de la Villette ou le trou des Halles, quand il fallut transférer en banlieue le ventre de Paris. Or c'est un immense trou noir que va laisser le gouvernement issu du scrutin d'avril 2002 : il aura absorbé, digéré, anéanti tout ce que la France avait construit depuis la Libération en matière de droits sociaux, d'éducation, de recherche, de politique de la santé et d'épanouissement de la culture.

De multiples sources du malaise actuel sont visibles : pauvreté du plus grand nombre et enrichissement très voyant d'une minorité, logements insalubres et surpeuplés, multiplication des SDF, échec scolaire, manque de débouchés fiables, discriminations ethniques, mal-être des quartiers-dortoirs, etc. Une autre source est l'échec de la politique de décentralisation et de régionalisation, laquelle en réalité se limite à un transfert de compétences de l'État aux régions, départements et communes, sans contrepartie budgétaire. L'État se décharge ainsi de missions qui lui étaient primitivement dévolues, en contraignant les instances territoriales à accroître les rentrées fiscales, souvent demeurées très inégalitaires d'une commune ou d'une région à l'autre.

Il y a sans doute là-dessous des considérations politiques, la grande majorité des régions étant passées sous direction socialiste ou de gauche. Mais le grand perdant de ces manœuvres est toujours le contribuable, à qui l'on annonce une diminution de l'impôt sur le revenu, mais qui doit acquitter des taxes locales plus lourdes.

En avançant l'idée d'une réforme fiscale en profondeur, notamment par la suppression de l'impôt actuel sur le revenu, j'ai suggéré le moyen de mettre un terme à une injustice flagrante et d'accroître sensiblement le pouvoir d'achat des consommateurs. Du moins sur le court terme, en attendant qu'une réforme monétaire et donc fiscale en profondeur puisse être enfin réalisée.

## À QUAND LA VRAIE RÉFORME FISCALE ?

J'ai avancé qu'un prélèvement de 0,1 % à 1 % sur les mouvements de fonds constituait le mode de recouvrement le plus adéquat et le plus juste du budget de l'État et des collectivités territoriales.

Cette proposition, publiée par *La Grande Relève*, a reçu un accueil mitigé de certains militants distributistes. Et elle a eu des échos très divers. On m'a objecté que l'effet de ce mode opératoire entraînerait la mise au chômage technique des agents des Impôts chargés de son actuel recouvrement, ou qu'il engendrerait la fuite vers l'étranger des investisseurs français. Gageons plutôt de l'effet contraire. Les fonctionnaires de l'Administration des impôts ont quelque 200 taxes diverses à se mettre sous la dent. Quant au phénomène de fuite des capitaux, il n'a pas attendu ce type de réforme en profondeur pour se manifester.

Les établissements bancaires et financiers prélèvent abondamment sur nos revenus de copieux intérêts et agios. Ils peuvent donc apporter leur contribution au bon fonctionnement des services publics. Dans le système actuel, ce sont les salariés qui sont les principaux contributeurs, alors que les salaires sont en diminution ou affectés par la précarité, quand ils ne doivent pas faire place aux indemnités de chômage... Et il est hallucinant d'exiger des agents des services publics de reverser une part de leur salaire à leur patron, en l'occurrence l'État ou les collectivités territoriales, ce qui entraîne d'inutiles frais de paperasse exorbitants, des contrôles, des tracasseries administratives, judiciaires, etc.

Il paraît urgent, si on veut favoriser la création d'emplois durables, de dépenaliser le travail, de libérer les salaires des charges de plus en plus lourdes qui pèsent sur eux, de puiser à d'autres sources les ressources budgétaires destinées à alimenter nos services publics. Affirmer comme certains, que le travail est une valeur reconnue, en particulier le travail bien fait et bien rémunéré, relève de l'hypocrisie la plus éhontée. Le travail ne sert qu'à alimenter le profit par la spéculation. Car la valeur suprême aujourd'hui, ce n'est pas le travail, mais la Bourse. Dans ce contexte, priorité absolue est donnée à l'entreprise de droit privé, qui draine le maximum de fonds spéculatifs vers des actionnaires anonymes, assoiffés d'intérêts à 15 %, quand le petit peuple, titulaire d'un livret de Caisse d'épargne ou de Codevi, doit se contenter de 2 %. La primauté du secteur privé n'est nullement garante d'une bonne gestion,

comme le prouve la multiplication des faillites, cessations d'activités et délocalisations dites "boursières". Il s'agit en réalité d'une colossale manœuvre de détournements de fonds qui sont drainés vers des intérêts privés, principalement ceux de grandes compagnies financières, n'ayant qu'un rapport très lointain avec le bien-être des citoyens.

Voilà près d'un siècle que ces pratiques perdurent peu ou prou, qu'on les dénonce en haut lieu avec une belle hypocrisie teintée de "patriotisme économique", alors qu'elles demeurent institutionnalisées sous le label "d'économie de marché", voire "d'économie sociale de marché". En saupoudrant un peu de social sur un système de libre concurrence sauvage, on ne fait que sacraliser la loi du plus fort et appliquer à l'économie la fable *Le loup et l'agneau* du bon La Fontaine. Croire ou nous faire croire que la croissance calculée en termes de PIB est créatrice de richesses et que ces dernières vont profiter à tous, relève d'une grande illusion. Ce que confirme la suppression toute récente du Commissariat au Plan, remplacé par un vague organisme d'études pourvoyeur de statistiques.

En affirmant que les mécanismes du "marché" sont les seuls guides pour réguler l'économie, on prétend qu'il suffirait de les "humaniser" pour déboucher sur une économie plus "sociale". Alors que l'avenir n'est vraisemblablement ni dans une économie dite de "marché", ni dans un système d'appropriation collectiviste. L'avenir gît dans le constat que le "marché" est incapable de trouver à lui seul les mécanismes de régulation d'une économie sociale et que, à considérer les considérables dégâts environnementaux et humains qu'il provoque, il faut les rechercher ailleurs, dans une économie des besoins. Chaque personne, de la naissance à la mort, est un consommateur (de biens, de loisirs, de culture, d'éducation, de spiritualité, etc.), c'est donc lui qui doit guider la production, et non l'inverse. Ce qui n'a rien à voir avec cette "société de consommation" où une publicité massive et très orientée contraint les citoyens à acquérir des biens ou des services bien souvent inutiles.

Lorsqu'on puise dans les salaires et pensions les ressources nécessaires au budget de l'État, des collectivités territoriales, voire de la sécurité sociale, des Assedic, des caisses de retraite, etc., on sait très bien, mais on n'ose pas le dire, que cette façon de procéder est vouée à l'obsolescence. En effet, la masse salariale est en diminution constante, elle subit de plein fouet la précarité, et elle fait place à d'autres revenus : stock options, primes de participation ou d'intéressement aux bénéficiaires, intérêts d'actions ou d'obligations, rentes viagères, etc., etc. Car l'objectif poursuivi par une entreprise, en régime d'économie concurrentielle, n'est pas le bien-être de ses salariés mais de déboucher sur les profits accrus que réclament ses actionnaires.

Il faut donc rechercher les ressources budgétaires de l'État et des collectivités territoriales "à la source", là où est l'argent, donc dans les établissements bancaires et financiers.

C'est ce qu'un certain nombre de mes lecteurs n'ont pas compris. Nous avons changé d'époque. On a évoqué un temps l'éventualité d'un impôt sur le capital. Mais en préconisant un prélèvement modeste sur tous les mouvements de fonds, j'ai le sentiment d'œuvrer pour une meilleure justice fiscale et en outre de limiter au maximum les frais de paperasse, de transactions informatiques, voire de procédure ou de contentieux, liés à l'actuel mode de recouvrement de l'impôt sur le revenu.

Ce dernier, sous sa forme actuelle, doit donc être supprimé. Les contribuables y gagneront en clarté et, bien évidemment, en accroissement de pouvoir d'achat. En dépénalisant le travail, le travail clandestin serait privé de son attractivité. Sauf, bien entendu, à respecter le code du travail. Et rien, pour autant, ne dispense Bercy de maintenir à l'intention des plus défavorisés qui en sont dispensés, le versement de l'impôt négatif.

Une autre mesure devrait tenter de décourager les délocalisations, voire d'encourager fiscalement, ou par d'autres voies, les bénéficiaires réinvestis dans l'entreprise.

La grande illusion de nos politiciens est de croire qu'ils pourront indéfiniment conserver le système actuel... tout en faisant mine de l'amender !

#### LE TEMPS DES ÉCHÉANCES

Certes, d'autres causes expliquent, sans la justifier dans ses formes les plus violentes, la révolte de la population jeune aujourd'hui. Mais la fiscalité, et son mode de recouvrement actuel, constituent un facteur de révolte. N'oublions pas que la Révolution française de 1789 a commencé par là. Car, dans le fond, que réclament ces jeunes ? En premier lieu, un peu plus de considération, des revenus décents, une activité motivante, des logements convenables à des prix abordables dans un environnement valorisant.

Or le versement d'un revenu garanti en faveur des jeunes, apprentis, étudiants et autres, est évidemment possible, comme il l'est pour les retraités et pour les adultes sans emploi, puisque son niveau dépend de nos seules capacités productives. Longtemps, l'économie a été guidée par l'obsession de la pénurie, alors que nous sommes dans une société d'abondance. Notre problème n'est plus la production, mais la répartition des biens et des services. L'idée de la mise en circulation d'une monnaie de consommation avec son corollaire, le revenu social garanti, fut formulée par Jacques Duboin en écho à la dépression qui suivit la grande crise financière de 1929. Aujourd'hui, elle est passée sous silence par les médias, qui, après l'avoir recouverte d'un couvercle de plomb, se sont assis dessus. Mais pendant ce temps-là, la situation continue à se dégrader à la vitesse des moyens de communication contemporains.

Les "princes qui nous gouvernent" n'ont ni le courage ni la volonté de sauter le pas.

Les prochains scrutins risquent de déboucher sur des résultats encore bien plus surprenants que les précédents.

À moins que le sort de ce régime ne se joue dans la rue.

Si en tant qu'auteur du "Charlot qui passe", publié dans notre premier numéro de cette année, la foi qui anime notre Ami Roger n'a pas été bien comprise par tous, nous espérons que le discours dans lequel il explique ses motivations, et dont nous reproduisons ici la plus grande partie, fera mieux comprendre ses intentions à nos lecteurs et la raison pour laquelle nous avons tant d'estime pour lui.

## Les solidarités transnationales

par Roger Winterhalter

**J**e crois que le mot transnational est plus adapté que le mot international parce qu'il établit le lien entre les peuples et enlève toute notion d'intérêt national pour ne pas dire de nationalisme.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je ne peux m'empêcher de parler de quelqu'un qui m'a beaucoup apporté dans ce domaine, qui m'a aidé à réfléchir, qui m'a permis de me situer en quelque sorte et de ne pas tomber dans le piège de l'assistanat. Il s'agit de Francis Minod, ingénieur des mines, militant du PSU, qui ayant effectué plusieurs missions en Afrique avait une grande expérience dans ce domaine. Il nous a quitté il y a quelques années, mais pour moi, il est toujours resté à mes côtés... Je vais maintenant reprendre mes propos lors d'une rencontre à Strasbourg, le 4 mars 1999, sur les thèmes de la coopération décentralisée et notamment de la solidarité avec l'Amérique Centrale :

*«Nous sommes plusieurs villes françaises à avoir réalisé des partenariats, des jumelages avec des villes en Amérique Centrale et au Nicaragua en particulier.*

*Dans la plupart des cas, notre collaboration est basée sur des relations qui datent de plus de 10 ans et il nous semble qu'aujourd'hui nous sommes arrivés à un tournant, où il faut se poser des questions quant à nos motivations, à l'utilité aussi de notre action.*

*Avant de tenter d'y répondre, je crois utile de dire que de part et d'autre, nous sommes passionnés par toute une série d'actions qui sont, certes, diverses mais qui ont des points communs. Pour parler de nos projets il convient donc de rappeler notre démarche. Elle part d'un constat et d'un fait particulier qui doit nous éclairer : 20 % de la population concentre 85 % des richesses. Derrière ce chiffre, il y a des réalités insupportables : 14 millions d'enfants meurent chaque année avant l'âge de 5 ans; plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim et vivent dans la pauvreté absolue; 1,3 milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable; plus d'un milliard d'adultes sont illettrés. Et 115 enfants sur 1.000 meurent à la naissance dans les pays pauvres.*

*La planète est menacée par le développement de l'insécurité.*

*Les pressions migratoires s'accroissent. Plus de pauvreté criante dans le Sud, c'est aussi plus de difficultés pour le Nord. Or loin de s'atténuer, l'écart entre riches et pauvres s'aggrave d'année en année. Alors que les uns vivent dans la misère et l'exclusion, d'autres "gèrent" le superflu.*

*Partant de ce constat, il s'agit de redéfinir l'éthique, les valeurs qui nous motivent, en nous appuyant sur la conviction que les droits humains valent pour tous, sans distinction. Il faut d'abord être porteur d'une telle éthique, de telles valeurs pour être en mesure de construire des projets et se donner les moyens de les réaliser.*

*Pour nous, la coopération décentralisée rend possible une certaine conception du développement et des relations internationales. Notre démarche est citoyenne en vue du partenariat et d'un développement durable, intégré et global.*

*C'est à partir de cette démarche que la notion de partenariat prend toute sa valeur, car pour nous l'aide au développement ne donne pas des droits sur ceux qui en bénéficient. Elle doit respecter la culture, la structure sociale, la personne des bénéficiaires et leur laisser l'essentiel des décisions, de la gestion et du contrôle des projets. Le soutien à un projet engage les partenaires dans une relation d'échange dans laquelle chacun donne et reçoit quelque chose (don et contre-don).*

*C'est dans ce cadre qu'il faut parler de développement durable car notre aide doit pouvoir s'entretenir dans la durée pour atteindre l'autosuffisance économique et l'utilité sociale, tout en ménageant les ressources naturelles qui l'alimentent (énergie, matières premières). Il s'agit en fait d'un développement intégré qui est un développement dont les composantes sont indissociables : le revenu, la santé, l'éducation, l'environnement, les droits de l'homme, la justice sociale.*

*C'est aussi un développement global, qui garde la visée d'un développement pour tout être humain.*

*C'est dans ce sens que les actions de coopération se doivent d'associer ici et là-bas des élus, des militants associatifs, des représentants de la société civile, des communes, des établissements publics et, le plus souvent possible, des scolaires et des jeunes, en vue de l'élaboration, du suivi et du contrôle des projets. Cette logique démocratique entraînera une dynamique de responsabilisation des citoyens ici et là-bas.*

*Voilà aussi pourquoi il faut veiller à établir des contrats de projet entre les partenaires, proposer la confrontation d'expériences diverses et la coordination de nos efforts. Il s'agit donc en fait d'une notion différente de la coopération officielle d'État à État. C'est aussi quelque chose qui va plus loin que le simple jumelage, car nos relations sont à taille humaine ; elles allient le réalisme politique et économique à la maîtrise indispensable pour chaque peuple de son propre développement. Elles impliquent aussi une éthique de solidarité qui exclue toute forme de paternalisme et d'assistanat...*

*C'est en partant de ce constat que nous avons tenté de redéfinir l'éthique, les valeurs, l'esprit qui nous motivent. C'est à partir de cela qu'il faut réexaminer nos projets dans le but de les relier et de les pérenniser.*

*En d'autres termes, il faut que les décideurs et les financiers comprennent bien que nous représentons un espoir pour les populations que nous avons en face de nous, que nous n'avons jamais voulu faire de l'assistanat, mais toujours voulu mener des actions pour que nos partenaires puissent effectivement se prendre en charge, s'assumer sans tomber dans le travers de l'humanitaire.*



*Il s'agit maintenant de faire des propositions, de voir de quelle manière nous pouvons à la fois "profiter", dans le sens noble du terme, de l'expérience des uns et des autres, relier nos projets, nous mettre en réseau en faisant ressortir des points communs qui traversent nos différents projets...»*

Telles sont les valeurs sur lesquelles peuvent être basés rapports et interventions dans le cadre des solidarités transnationales. Et c'est apporter notre contribution à la construction de la Paix pour au moins deux raisons :

- D'une part, la paix est l'affaire de tous les citoyens, à tous les niveaux, et pas seulement l'affaire des responsables politiques nationaux et internationaux. Les collectivités locales ont, à cet égard, une responsabilité particulière d'information et de sensibilisation, parce que c'est au niveau local que la relation apparaît la plus forte entre le responsable politique et le citoyen.

- D'autre part, la paix ne peut pas être définie simplement comme l'absence de guerre, elle doit être appréhendée comme un processus dynamique de relations entre les individus aptes à créer les conditions d'un "vivre ensemble" dans la démocratie, la justice et le respect de chacun... et ceci d'abord dans la cité.

Pour entrer dans le concret, je voudrais vous entraîner dans l'aventure que nous menons actuellement dans le cadre de la *Maison de la Citoyenneté Mondiale de Mulhouse*:

Là aussi, nous avons la volonté de lier réflexion à action et expérimentation concrète. Nous menons une série de projets avec, constamment, le souci qu'à travers les projets se développent : 1•des pratiques de démocratie active où des citoyens, des professionnels et des élus se rencontrent, pour mieux se comprendre en se traitant d'égal à égal; 2•l'usage du don et du contre-don : nous donnons parfois de notre superflu, mais nous sommes également prêts à recevoir de la part de celles et ceux qui, au Sud, vivent dans la pénurie et l'exclusion, ne serait-ce que leur détermination, leur

volonté d'entreprendre et de s'en sortir envers et contre tout ; et 3• la mise en réseau des diverses initiatives.

C'est ainsi que nous poursuivons notre partenariat avec Ciudad Dario, au Nicaragua. Un voyage a permis de faire une évaluation de notre action de développement rural et agricole; d'examiner l'état d'avancement de la future salle chirurgicale et de mesurer les actions entreprises au niveau de la santé, y compris la santé par les plantes médicinales; de découvrir des expérimentations de banques de graines et de semences, un élevage de chèvres, de poules... et de rencontrer à la fois des citoyens organisés et des élus, d'assister à une séance officielle du conseil municipal, qui s'est conclue par la décision de déclarer Ciudad Dario ville Citoyenne du Monde.

Nous avons également participé à la mise en place de la seule Agence pour le développement de la démocratie au Kosovo, dont le siège est à Gjilan, et qui est la suite de notre partenariat pour la paix qui remonte à avant la guerre du Kosovo.

Nous avons des projets au Pakistan, entre autres une association pour l'émancipation des femmes.

Au Maroc, il s'agit de collecter des VTT et du matériel scolaire et informatique et les y acheminer afin de faciliter l'accès à l'école.

Et au Sénégal, nous avons en vue les financements d'une série de projets : une école, un chantier de jeunes, un logement pour une sage-femme, et du tourisme solidaire.

Vous voyez, en ce domaine, il ne suffit pas de le dire, il faut le faire, et c'est ce que nous essayons, avec de faibles moyens.

Comme nous a dit au Nicaragua, Roberto, le chèvrier : *«Ici, c'est la vraie démocratie, pas la dédocratie, celle où on est désigné du doigt. On travaille et on partage ensemble».*

Le jeu en vaut la chandelle, et c'est passionnant si on ouvre ses yeux et son cœur.

## Le billet de Paul

### Autres temps, autres mœurs ??

— Existe-t-il encore des Africains anthropophages ?

À cette question, je connais deux réponses :

— Non, ils ont mangé le dernier l'année dernière.

— Oui, ce sont tous ceux qui ont été convertis au catholicisme.

La seconde est-elle plus offensante ? Sa caricature de la Communion constitue-t-elle un blasphème ? Elle me paraît assez rationnelle si on croit à la présence réelle du Christ dans l'hostie. Or, profaner une hostie consacrée, dans laquelle un athée ou un croyant d'une autre religion s'obstine malheureusement à ne voir qu'un peu de farine, un certain clan catholique avait réussi, chez nous et à une époque qui n'est pas si lointaine, à ce que cela fût puni de mort, et puisque Dieu est notre père, que le crime commis contre lui fût considéré comme un parricide, et qu'en conséquence, selon les lois alors en vigueur, le coupable eût au préalable le poignet tranché.

Il peut paraître outrecuidant de la part de dépositaires autoproclamés de la Volonté Divine de décider d'un châtement aussi horrible au nom d'un Dieu Tout Puissant et Infiniment Bon qui aura toute l'Eternité devant lui pour décider de ce que cela mérite, et qui ne leur a sans doute rien demandé. Un tel projet fut pourtant présenté en 1825 par le Garde des Sceaux Charles-Ignace comte de Peyronnet et soutenu devant la Chambre des Pairs par le vicomte de Bonald. Il fit ensuite l'objet de cinq jours de débats à la Chambre des députés où, malgré l'opposition de quelques-uns, y compris de catholiques tel Royer-Collard, une loi fut votée dite "loi du sacrilège"\* qui, heureusement, ne fut jamais appliquée et dont l'abolition intervint aussitôt après la révolution de 1830.

Il faut reconnaître qu'on n'est pas loin de la charia et que cette loi validant la présence réelle du Christ dans l'hostie pouvait bien en retour justifier une plaisanterie sur l'anthropophagie des catholiques. C'est une plaisanterie que m'avait lancée un jour un de mes bons amis africains et qui me semble en tout cas beaucoup moins grave que les agissements de fanatiques religieux, à quelque religion qu'ils appartiennent.

**Paul Vincent.**

\* Cette "loi du sacrilège" de 1825 est mentionnée entre autres dans *"Histoire des idées politiques en France au XIXème siècle"* par Jérôme Grondeux, éd. La Découverte, (1998).

# La production de l'avidité

par Jean Gadrey

Pour installer leur domination, le capitalisme et ses acteurs moteurs ont eu besoin de transformer en profondeur les comportements et les aspirations des individus.

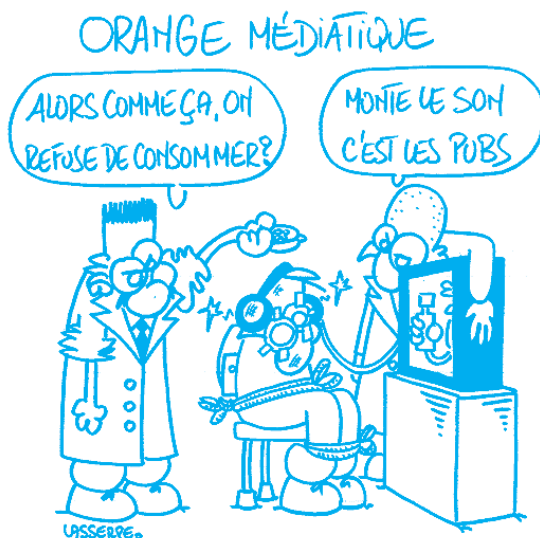
La première façon d'assujettir les individus aux impératifs économiques de la révolution industrielle a été la "mise au travail salarié". Travailler plus pour gagner plus et consommer plus n'est pas un comportement inscrit de tout temps

duire le consommateur comme débouché de la production. Les grandes entreprises du XX<sup>ème</sup> siècle allaient s'en charger. Seules d'abord, puis avec l'aide d'autres institutions, dont l'État keynésien.

Le premier temps a été le "fordisme" : il fallait que les ouvriers gagnent suffisamment pour vivre et se loger plus décemment, mais aussi pour acheter... une voiture. Pourtant, distribuer des revenus en hausse selon un principe fordiste ne suffit pas nécessairement à remonter le "moral des ménages", expression délicieuse entre toutes, tant elle exprime crûment l'assimilation du mieux-être (le moral) au "consommer toujours plus". C'est ce que nos hommes politiques osent parfois appeler la consommation citoyenne, en invoquant soit l'emploi, soit plus globalement les intérêts supérieurs de l'économie française.

Il existe donc un risque majeur d'une consommation qui ne décolle pas, avec des individus rétifs qui épargnent, qui ne souhaitent pas s'endetter, qui refusent de travailler plus pour consommer plus, au mépris de ce bien collectif que serait la croissance sans fin.

Ce risque est d'autant plus grand que les individus en question font face à l'insécurité économique : chômage, maladie, dépendance, etc. Sans parler des incertitudes liées au fait que le système de la croissance illimitée a des ratés, des crises, et qu'il en aura probablement de plus en plus avec la "rébellion" d'une nature elle aussi surexploitée, mais qu'il est impossible de convaincre que toujours plus c'est toujours mieux.



dans l'esprit humain, même chez les plus démunis ! Il en a fallu des contraintes et des incitations, des mesures d'expropriation, de la production idéologique, de l'appel à la morale industrielle pour (tenter de) produire le travailleur salarié et discipliné dont le capitalisme industriel avait besoin ! Cela n'a que partiellement réussi. L'offensive se poursuit en permanence. Mais produire le travailleur adapté ne suffisait pas. Il fallait pro-

Pour un système dopé à la croissance, la réticence à la dépense est critique. Il faut mettre au point des dispositifs pour conjurer ce risque.

C'est l'étape de la production institutionnalisée de l'avidité permanente. Galbraith l'a remarquablement décrite dès 1967 dans *Le Nouvel État industriel*. Depuis, le système a fortement développé ces dispositifs. Le montant des dépenses publicitaires mondiales a atteint des niveaux faramineux. On devrait avoisiner 700 milliards de dollars en 2008. Dix fois plus que ce qui permettrait de régler la plupart des problèmes les plus urgents des pays en développement : éducation, santé, nutrition, accès à l'eau potable...

Mais la publicité n'est pas le seul dispositif de production du "consommateur-débouché". Elle est inséparable de deux autres activités : le marketing et l'innovation marginale permanente, le renouvellement incessant des produits sur la base de "bricoles" présentées comme le *nec plus ultra*.

S'y ajoutent les dispositifs concernant les marques (analysés par Naomi Klein dans *No Logo*), la mode, le crédit à la consommation, la "persuasion clandestine" (titre d'un livre de 1958 de Vance Packard), l'information publique et privée, les médias économiques et d'affaires, la profession des économistes, les feuilletons télévisés, et d'autres mises en scène de la vie matérielle idéale. Ces dispositifs nous prennent pour cible, pour nous convaincre que le superflu nous est nécessaire.

Un "autre monde" implique une remise en cause radicale du statut de consommateur-débouché, et du salarié et de la nature comme "facteurs de production", qui sont des figures de l'assujettissement moderne à l'économie et de la marchandisation du monde.

L'intervention démocratique sur le sens du travail, des pratiques sociales de consommation et de la croissance illimitée est urgente.

Le mode de vie des Américains n'est pas négociable, dit Bush. Mais si rien ne vient réfréner l'avidité matérielle de l'Occident capitaliste de ceux qui se lancent à sa poursuite, la catastrophe est certaine. Les plus démunis en seront les premières victimes.

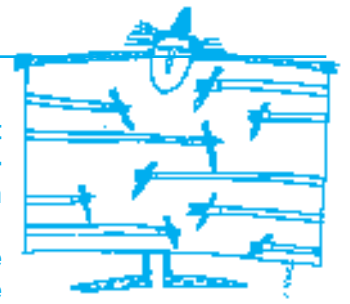
(Transmis par P. M.,  
repris de *Politis* du 11/2/06,  
avec l'accord de l'auteur).

Que le Professeur Gadrey fasse cette analyse nous conforte, mais ne nous étonne pas. Par contre, un lecteur de Saint Dié, C.I., constate une nette évolution vis à vis de la religion du travail dans les colonnes du journal *l'Humanité*, et nous envoie pour preuve un article paru le 28 décembre, intitulé "*Consommer moins pour travailler moins*". L'auteur, B.Mylondo, qui se présente comme "militant communiste" et auteur d'un livre publié l'an dernier à La Dispute, intitulé "*Des caddies et des hommes*", part du constat que la grande distribution et le parti communiste se rejoignent quand ils combattent pour la défense du pouvoir d'achat populaire. Pour souligner, je le cite, qu'il «ne faut pas perdre de vue que l'anti-capitalisme doit nécessairement se doubler de la critique radicale de la société de consommation sous peine de faire le jeu du système qu'il combat». Et il développe cette critique radicale, en remarquant que la surconsommation ne correspond pas à nos besoins, qu'elle ne fait pas notre bonheur, et que si la publicité nous y pousse, transformant notre pouvoir d'achat en devoir d'achat, c'est au service de l'entreprise, pour que celle-ci soit prospère. Il a même le courage d'écrire : «parce qu'il est créateur de richesses, le travail a été sacralisé par la théorie économique moderne» et il ajoute : «si la surconsommation est une norme, le travail à temps plein en est une autre, à laquelle il est difficile de déroger [...] il est donc primordial de remettre en question notre perception du travail, de repenser sa place parmi les différents temps sociaux et de questionner son lien avec notre consommation». Pareille analyse, qui avait sa place dans notre numéro spécial consacré au travail (GR 972, de décembre 1997), étonne dans le quotidien du PCF !

Et notre auteur va encore bien plus loin dans notre sens, puisqu'il estime qu'il faut «refuser la marchandisation des besoins et libérer l'homme de l'esclavage par la consommation en rendant possible un temps choisi» et il reconnaît que, «concrètement, un tel projet nécessite la mise en place d'un revenu de citoyenneté». Oui, on a bien lu, il est écrit en toutes lettres dans *l'Humanité* qu'un revenu, déconnecté du travail salarié, constitue la pièce maîtresse d'une véritable société du temps choisi, rendant possible le développement d'un temps libre, hors de la société de consommation ! Que le travail ne doit pas occulter les autres activités sociales, ni faire oublier que le temps libre est le meilleur indice de qualité de la vie ! Qu'il faut en finir avec les revendications timorées autour du pouvoir d'achat populaire et la lutte contre le chômage, car le rejet de la consommation et la critique du travail qui lui est lié sont porteurs d'un projet social dont le PC doit se saisir...

Cette "première" sera peut-être sans suite de la part de ce parti, qui n'ira sans doute pas jusqu'à imaginer une monnaie de consommation dont la gestion soit démocratique. Mais qu'une telle remise en question du salariat se soit exprimée dans ses colonnes prouve tout de même que l'idée fait son chemin...

M-L Duboin.



Un lecteur de Lille fait deux suggestions "d'actions" :

La première est motivée par le fait que le Conseil des ministres vient d'accepter le projet de loi sur les OGM. Il suggère un modèle de lettre, ci-dessous à gauche, qui peut être simplement copié et complété, ou bien personnalisé, à envoyer au Président de la République.

Il présente lui-même la seconde ci-dessous à droite et la développe recto-verso dans les deux pages suivantes, pour qu'elles puissent être détachées et photocopiées.

(votre nom)  
(votre adresse)

Monsieur Jacques Chirac  
Président de la République  
Palais de l'Élysée

Monsieur le Président,

J'ai appris avec plaisir qu'en séjournant à Noël dans un hôtel du sud du Maroc, implanté sur cent dix hectares cultivés en agriculture bio-dynamique, vous avez eu l'occasion d'apprécier les produits de cette méthode.

Puisque vous prenez ce soin pour votre santé, pourquoi ne pas permettre à tous vos concitoyens de bénéficier de la même qualité alimentaire ?

En d'autres termes, pourquoi continuer à soutenir une agriculture productive, utilisatrice d'intrants dangereux pour l'environnement et pour toute vie en général ?

Pourquoi autoriser la culture d'OGM dont les dangers pour la santé sont dénoncés par des chercheurs indépendants, dont les effets sur la biodiversité sont évidents et qui sont craints, pour ces raisons, par la majorité des Français ?

Ce qui est bon pour vous l'étant pour chacun d'entre nous, j'attends légitimement de votre part une politique qui soit en cohérence avec votre comportement personnel.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes très respectueuses salutations.

(ajoutez la date  
et votre signature).

## À ceux qui rêvent d'un monde meilleur

Encore une fois, le pouvoir autiste passe outre la volonté démocratique. Encore une fois, il préfère satisfaire des intérêts particuliers aux dépens de la liberté, de la santé, voire de la vie de la population. Et il le fait impunément parce que nos récriminations dispersées et souvent contradictoires le laissent en position de force. Ça ne peut plus durer !

Aussi longtemps que nous n'accepterons pas de regarder l'évidence, c'est-à-dire que le combat pour chacune des causes s'inscrit dans le cadre d'une lutte globale contre les institutions d'un système qui met en œuvre une idéologie particulière, nous poursuivrons irrémédiablement notre chemin vers la servitude et la destruction des éléments nécessaires à notre vie.

Il est urgent d'ouvrir les yeux sur le caractère déterminé, fondamentalement et structurellement mortifère de la logique de fonctionnement que sous-tend cette idéologie dominante. Il est urgent de comprendre qu'à ce monstre informe mais radical il devient nécessaire d'opposer la puissance d'un réseau informel d'innombrables êtres humains sensibilisés à une cause commune, universelle, plutôt que la faiblesse d'organisations dont les mots d'ordre sont souvent porteurs de division, faute de s'inscrire dans une perspective humaniste transcendante. Oui, si nous ne voulons pas, insensiblement, cuire dans la marmite, comme la grenouille de la fable, ce n'est pas demain, c'est tout de suite qu'il faut sauter du récipient. C'est tout de suite qu'il faut faire sauter le verrou mental de nos habitudes, de nos croyances, de nos certitudes. Ce système n'est pas l'aboutissement de la construction de la société, et si nous tardons à transformer nos stratégies d'opposition à sa domination, il se pourrait bien qu'il marque la fin de notre histoire.

C'est la raison pour laquelle je vous propose le mode opératoire ci-contre. Chacun de vous en fera, bien sûr, ce qu'il en décidera, mais, sans attendre, et en tant que membre de la communauté humaine, je commence.

Merci à toutes celles et ceux qui feront de même, le texte qui suit peut être largement diffusé.

Steph, de Lille.

# CHACUN POUR TOUS

## Aujourd'hui, nous savons

que le modèle de développement économique  
imposé par notre "Système"  
détruit les équilibres planétaires indispensables à la survie  
de notre espèce et de celles qui accompagnent notre destinée,

que la folle idéologie de la croissance, propre à ce système particulier,  
oblige au gaspillage irrémédiable de nos réserves de ressources naturelles,

que nos produits chimiques et nos déchets empoisonnent  
le sol, l'atmosphère, l'eau, l'air, nos aliments et notre sang,

que des organismes privés s'approprient abusivement le patrimoine commun  
grâce aux lois qu'ils se font fabriquer par leurs complices politiques,  
y compris en "brevetant" le vivant, comme ces semenciers  
qui nous dépossèdent, avec leurs OGM, de notre souveraineté alimentaire,

que des milliards d'humains, hommes, femmes, enfants,  
pour gagner quotidiennement leur droit à la vie, sont asservis au travail imposé  
par quelques millions d'autres,  
et que des millions d'entre eux, hommes, femmes, enfants,  
qui ne possèdent rien d'autre, sont contraints de louer leur corps,  
quand ce n'est pas vendre leurs organes,

que dans le cadre de notre profession, nous,  
comme des milliards d'autres producteurs, vendons notre énergie et notre âme  
au "Système" en agissant bien souvent en totale contradiction avec nos opinions.

que, chaque jour, près de vingt mille de nos semblables,  
hommes, femmes et surtout enfants, meurent prématurément  
de la sous-condition économique qui leur est infligée,

que la manière dont nous traitons nos relations socio-économiques  
nous accable de soucis, de maladies, de tâches inutiles, de confrontations futiles,  
de conflits et de guerres aussi meurtrières qu'imbéciles,

que nous fabriquons et vendons les armes qui ne servent, finalement,  
qu'à pérenniser et fortifier la domination des pouvoirs en place,

que nos démocraties sont bafouées par les prérogatives que s'attribuent  
des instances qui ne disposent d'aucun mandat populaire  
et, encore et surtout,  
que nos luttes dispersées ne parviennent pas à enrayer  
la progression des désordres et de la misère.

# donc, aujourd'hui, nous sommes tous

chacune et chacun de nous,  
hors parti, hors mouvement, hors association, hors confession,  
invités à dire NON.

NON ! au monstre sans visage qui nous gouverne,  
NON ! à la primauté du commerce sur la vie,  
NON ! aux pseudo - lois du Marché,  
NON ! à la concurrence et à la guerre économique  
inutilement dévoreuses d'énergie, de matières premières et de vies,  
NON ! à la dictature bancaire et financière privée,  
NON ! au détournement de la finalité de l'économie,  
NON ! aux prétentions de qui que ce soit  
à l'hégémonie politique et culturelle,  
NON ! à toutes formes de discrimination, de domination et d'exploitation.

Refusons de continuer à participer à l'entreprise, poursuivie par nos dirigeants,  
de destruction accélérée de notre civilisation et du monde.  
Refusons de nous laisser docilement conduire à l'abattoir.



Signifions, individuellement, cette opposition  
par le port d'un petit badge, par exemple  
un N blanc dans un carré noir.  
Un N international pour dire :  
NON ! NO ! NEIN ! NA ! NIE ! NAO ! NIET !

Et, pourvus de ce signe de reconnaissance, forts de notre nombre,  
fiers d'un engagement qui dépasse notre simple cause,  
intervenons ensemble, sans hiérarchie, sans structure,  
à n'importe quel endroit et à n'importe quel moment,  
chaque fois que la satisfaction d'un intérêt privé menace la santé de la société  
ou celle d'un des éléments qui la composent .

Aujourd'hui, parce que l'humanité entière est artificiellement  
mise en souffrance et en danger de mort par une minorité de ses membres,  
alors que tous les paramètres sont réunis pour qu'il en soit autrement,  
nous, citoyennes et citoyens responsables de ce monde,  
sommes fondés à entrer en légitime résistance civique, active et pacifique,  
dans l'esprit de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen  
inscrite au préambule de la constitution française de 1793.

## RESISTONS !

Réseau Informel de Résistance Civique - Déclaration du 12 février 2006  
IPNS

- Ne pas jeter sur la voie publique



Je suis un de vos lecteurs assidus depuis maintenant de très nombreuses années. Plus le temps tourne et écoule son inévitable sablier, plus le libéralisme débridé et mondialisé étend ses tentacules sur notre planète, tant et si bien, que plus un terrien ne semble être épargné par ses fourches caudines. Oui, le problème de la répartition des richesses n'a jamais été autant criant d'actualité et cela, bien sûr, sous toutes les latitudes. L'économie distributive ne supprimera pas le marché ce n'est pas son but, son but est d'accélérer l'échange en solvabilisant la demande insatisfaite. L'économie distributive n'est pas une idéologie, c'est le bon sens qui enfin éclaire l'économie. Chaque jour qui passe impose l'économie distributive et rend plus insupportable le libéralisme à tous ceux qui connaissent les thèses de J. Duboin. Aujourd'hui, peut-être encore plus qu'hier, nous devons répandre ce que j'appelle ce bon sens. Il y a deux partis qui s'ignorent : celui de la rareté et celui de l'abondance. Le chantier reste énorme, il me faudrait consacrer toutes mes forces à faire avancer notre cause qui, en vérité, est celle de l'homme.

A. C. St Marcellin en Forez.

\*\*

C'est avec plaisir que je renouvelle mon abonnement, même si parfois, je ne me sens pas assez intelligente et intellectuelle dans ma façon de penser pour comprendre toutes les argumentations et le dernier numéro me laisse complètement vidée par tant de négativité, dans les courriers surtout. Bien sûr, c'est la réalité, mais avec de telles expressions de haine, j'allais dire, je vois mal comment les gens ne peuvent jamais se mettre d'accord sur des projets pleins d'espoir comme le vôtre, combien de dialogues de sourds. J'ai aimé le conte du "Charlot qui passe" percevant un sentiment, une vision beaucoup plus

positive que vos lecteurs, et votre mea culpa m'a déçue. Mais je suis une utopiste incorrigible, il faut me pardonner.... Pourtant la lecture des livres de Jean Ziegler ne me laisse pas ce sentiment de mon impuissance personnalisée. Le petit livre de Pierre Rabhi "Parole de Terre" m'a beaucoup ouvert les yeux sur les misères dans un coin perdu d'Afrique, mais aussi la façon dont il peut décrire et contrer le désespoir sans jamais désespérer. Je trouve que souvent nous pouvons apprendre beaucoup des anciennes civilisations qui étaient proches de la terre et du ciel, comptant beaucoup sur leurs forces invisibles.

Je reviens toujours à mon dada, je crois que c'est à l'école (dès le primaire et plus encore après) que devrait être enseignée la critique constructive après l'étude éclairée de tous les aspects d'un sujet, d'un projet, de l'Histoire... Et je travaille toujours dans ce sens (Circle time) en essayant d'élaborer d'abord une grande vision et puis de réaliser des petits gestes qui peuvent sembler dérisoires. Mais tout ceci vient à l'encontre d'interdire la générosité du cœur qui ne doit pas suppléer aux lacunes de nos institutions. Le côté humain, spirituel n'y a aucune place. À mon avis, c'est cela qui nous permet de grandir pour pouvoir jouer un meilleur rôle.

Mais c'est à l'école que l'on doit apprendre tous les aspects, pour ou contre, et décider soi-même le genre de personne que l'on veut être.

E. G. Pornichet.

RÉPONSE. J'espère qu'il n'y a pas de haine de la part de nos lecteurs envers leurs semblables, mais bien la condamnation, très motivée, du système actuel et de l'idéologie qui l'impose.

Nous sommes toujours très affectés quand un lecteur nous dit que nous sommes difficiles à lire, tant nous cherchons à être clairs. Mais notre monde est complexe et l'idéologie que nous combattons est sou-

tenue par des gens qui réfléchissent, et qui sont capables d'élaborer des stratégies très savantes pour fabriquer l'opinion. Et en plus, ils possèdent les plus grands médias d'information... !

Le choix est donc entre renoncer à comprendre, donc s'incliner sans voir où mène cette soumission. Ou bien aborder, mais avec beaucoup de peine, des sujets qui sont compliqués, donc rébarbatifs, pour chercher comment construire un avenir meilleur dont personne ne serait exclu, c'est ce que nous essayons de faire.

Cela ne nous empêche pas d'avoir beaucoup d'estime pour ceux qui, comme l'abbé Pierre, consacrent leur vie, pieusement, à soulager la misère, même sans chercher comment en supprimer la cause. Ce choix nous amène aussi, comme P. Rabhi, à penser qu'il faut respecter la terre et en tirer des leçons. Mais quand ce dernier refuse de nous lire sous prétexte qu'à ses yeux, tout ce qui est théorique est forcément mauvais... nous ne pouvons pas le suivre dans un tel parti-pris !

Par contre, nous sommes bien d'accord avec vous sur le rôle de l'enseignement, il est très important d'apprendre aux enfants à s'informer et à juger. Votre travail nous paraît essentiel et nous sommes heureux de savoir qu'il y a encore des enseignants comme vous, qui ont ce souci. Mais en nous informant, nous comprenons comment la libéralisation de l'enseignement va de moins en moins permettre de décider soi-même de ce qu'on veut être, et que la "modernisation" qui se prépare va dans la direction opposée.

C'est pourquoi nous aimerions que beaucoup d'enseignants fassent l'effort supplémentaire de s'informer sur les réformes qui leur sont préparées.

M-L D.

#### AVIS !!

Pour être plus compétitive la Poste entend réduire ses frais en limitant le nombre de ses employés. Elle a entrepris de dresser ses "clients" pour que la lecture des adresses puisse être automatisée. C'est ainsi qu'une adresse pour être "correcte", doit indiquer d'abord le nom du destinataire (pour le journal mettre *La Grande Relève*); puis, sur la ligne suivante, les indications telle qu'un lieu de résidence, la lettre ou le repère d'un bâtiment, d'un escalier, etc, ou le numéro d'une boîte postale; sur la ligne suivante le numéro et le nom de la rue; enfin, en dernière ligne le code postal correct suivi du nom de la commune et éventuellement du cedex.

"L'appel des facteurs" est supprimé dans la plupart des bureaux, dont le nôtre. De sorte que le courrier dont l'adresse est incomplète, ou mal lisible, est retourné.

Et nous avons dû signer un contrat qui nous oblige désormais à ne déposer un numéro qu'un mardi, et avant 15 heures 30...

#### SOUSCRIPTION PERMANENTE

### POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

R. Jacobs 27 – Mme Lachapelle 17 – Mme Lamouroux 7 – A. Lavie 27 – M. Pommier 2 – E. Portella 3 – R. Raimbault 13 – R. Saillard 27 – J. Simonet 7 – J. Duray 7 – Mme Guyot 8 – P. Bertrand 17 – D Erlich 13 – R. Desert 2 – Mme Gayou 7 – A. Daouloudet 2. Total 186 euros. (Liste arrêtée le 23 février 2006)

Merci à tous!

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).



*L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui !*

**EN RÉSUMÉ :**

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles.

Ce "revenu social" est versé en "monnaie de consommation" et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extension et ses perfectionnements) revêt la forme d'un "service social" accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car **pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !**

**SUGGESTIONS DE LECTURES**

- **KOU, L'AHURI**  
ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.**  
de Jacques Duboin. Un livre plein d'humour, écrit en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.  
(prix 9,90 euros franco).
- **JACQUES DUBOIN**  
Extraits choisis dans son œuvre.  
(prix 1 euro franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**  
de Marie-Louise Duboin. Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société. (16,70 euros franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.**  
Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.  
(3,80 euros franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**  
Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.  
(3,80 euros franco).
- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple N°984 **MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?** N°989 **RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,** N°992 **L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).**
- Et un résumé de nos thèses (recto verso en A4 pour être photocopié) est également disponible.  
*on peut les commander au journal.*

**La Grande Relève**

*Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN*

*Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN*

*Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.*

*Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.*

**Commission paritaire** N° 0408 K 83051 · **ISSN** : 0398-2076

**Graphisme** : Anne-Laure WITSCHGER, LASSERPE.

**Impression** : ARTIS · **Diffusion** : NMPP

**Adresse postale** : BP 108 78115 Le Vésinet Cedex

**Téléphone** seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures : 01 30 71 58 04

**Fax** : 01 30 71 93 89

**Adresse électronique** : grande.releve.net@wanadoo.fr

**Site internet** : <http://economiedistributive.free.fr>



**TARIFS D'ABONNEMENT (11 N° par an)**

France (régime intérieur pour la Poste) . . . . .23 euros.  
abonnement de soutien : 14 euros par exemplaire en plus.  
DOM . . . . .25,45 euros.  
TOM . . . . .29 euros.

Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :  
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux) . . . . .27,80 euros.  
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . . . . .27,15 euros.  
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . .28 euros.  
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P- M-Orient) 27,50 euros.  
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . .29,90 euros.

**RÈGLEMENTS :**

à l'ordre de **La Grande Relève**

par chèque bancaire

ou par CCP :

N° de compte 13 402 39 M Paris  
références internationales:

IBAN : FR46 3004 1000 0113 4023 9M02 088

BIC : PSSTFRPPPAR